

Un compromis pour nettoyer les posidonies sur les plages

En lieu et place de la fermeté, l'État a choisi la souplesse. Ce "nettoyage raisonné" des plages a été mis en place en partenariat avec les communes. Un arrangement entre économie touristique et préservation de l'environnement

Le casse-tête hante l'esprit de tous les maires qui doivent faire avec la présence d'une plage sur leur commune. Comment continuer à attirer les touristes et les baigneurs sur le littoral tout en préservant l'environnement ? Ce cas de conscience se pose chaque année avant la saison estivale face à la présence massive de posidonies sur les plages. "Environ 25% du littoral français subit l'érosion littorale, explique Philippe Livet, directeur par intérim de la direction départementale des territoires et de la mer (DDTM). Ces plantes amortissent les vagues et freinent fortement ce phénomène d'érosion. Elles empêchent le recul du trait de côtes et développent des écosystèmes qui entretiennent naturellement les plages."

Autrement dit, ces plantes stabilisent les plages. Mais à en croire certains maires, elles font fuir les vacanciers : "Je fais nettoyer les plages tous les ans, sinon le tourisme fout le camp", avance Patrice Quilici, le maire de Rogliano, une commune du Cap Corse. J'ai toujours souhaité trouver un compromis entre l'environnement et l'économie. Mais si la plage n'est pas nettoyée, il n'y a pas de fréquentation. Dans le cas contraire, des centaines de personnes viennent chaque jour."

Dans ce contexte, les services de l'État, du Parc Marin et les communes concernées ont trouvé un arrangement pour "un nettoyage raisonné" du littoral : "Nous nous sommes aperçus que les plages étaient beaucoup trop nettoyées par rapport au réel besoin, ajoute Philippe Livet. L'intégralité du domaine côtier était débarrassée des posidonies par les maires, simplement pour faire beau. Alors qu'il suffit de faire ça sur les quatre à cinq premiers mètres près de la mer."

Dans ce nouveau dispositif mis en place cette saison, un enlèvement des plantes a minima se fait sur la plage. Une partie naturelle et une partie nettoyée. De quoi générer un surcoût pour les petites communes qui procèdent aux travaux : "Nous allons apporter une aide fi-



Ci-dessus, l'une des plages de Macinaggio, il y a deux mois, envahie par les posidonies. Le maire de Rogliano Patrice Quilici constate qu'il "y a des tonnes de posidonies cette année" et souligne que "si la plage n'est pas nettoyée, il n'y a pas de fréquentation".

PHOTO ALAIN CAMOIS

nancièrre à chaque municipalité concernée", précisent les services de la DDTM.

"Le jour où il n'y a plus de posidonies, on est mal..."

Une information confirmée par le maire de Rogliano, satisfait de pouvoir compter sur ce soutien : "Les travaux sur les plages de Padule et Tarnacore ont commencé. Sur 16.500 euros de budget, presque 80% sont pris en charge par les institutions. Chez nous, les posidonies vont être étalées puis recouvertes de

sable qui sera récupéré dans l'eau", indique Patrice Quilici.

Un soulagement pour l'élu avant l'arrivée des touristes : "Il y a des tonnes de posidonies cette année. Si on ne trouvait pas de solutions, cela aurait été catastrophique pour l'attractivité de la commune."

Des réponses vont être appliquées au cas par cas en fonction de la typologie des lieux et du degré de fréquentation : "Nous préférons laisser le milieu naturel dans le meilleur état possible. Nous préférons éviter le rechargement de sable même si sur certains cas, cela peut se faire. Même si cela crée des dom-

pages collatérales." À Cagnano, Albert Mattei, le maire de ce village du Cap Corse, est dans le même cas de figure. Conformément au cahier des charges établi avec la DDTM depuis l'année dernière, l'élu fait procéder au déplacement des plantes sur les côtés nord et sud de la plage : "Mais cette année, il y a un volume de posidonies beaucoup plus important que l'année dernière. Nous avons peu de moyens et les bénéfices provenant de la taxe de séjour ont été transférés aux communautés de communes. Nous ne pouvons pas nous amuser à déplacer des tonnes de plantes."

Le maire pointe du doigt la responsabilité du Parc Marin du Cap Corse, selon lui, en charge de cette question : "Ce problème écologique leur incombe. C'est dans leurs prérogatives. Je suis favorable à ce qu'il prenne en charge ce cas. C'est son souci régional."

Conscient de l'impact économique, Albert Mattei a tout de même conscience de l'intérêt écologique représenté par ces plantes : "Le touriste interprète ce phénomène comme quelque chose qui est sale. Mais le jour où il n'y a plus de posidonies, on est mal..."

ANTOINE GIANNINI